

Quelles études faut-il faire pour devenir ministre ?

- A l'occasion de la rentrée académique, « Le Soir » a passé à la loupe les diplômés des ministres et présidents de parti.
- Profil le plus répandu : avoir fait le droit à l'université.

Imaginez, votre enfant a un rêve : devenir ministre. Sait-on jamais. Parents soucieux de son avenir, vous vous interrogez. Quelle voie lui conseiller pour l'accomplir ? S'il n'y a pas à proprement parler de cursus en « sciences du ministère » donnant les clés et traçant la voie vers les cimes de la politique, certaines filières semblent offrir plus de chances d'accéder aux commandes de la vie politique. A l'occasion de la rentrée académique, *Le Soir* s'est livré à un petit exercice statistique. Nous avons passé en revue le parcours scolaire des quarante ministres et secrétaires d'Etat que comptent les gouvernements fédéral, bruxellois, wallon et de la Communauté française, ainsi que ceux des présidents de parti. Au total, cinquante et une personnalités majeures qui ont entre leurs mains les principaux leviers politiques. Avec cet objectif : déterminer les diplômés les plus représentés sur leurs *curriculum vitae*.

Sans surprise, l'écrasante majorité des ministres et présidents de parti a suivi un cursus de type universitaire. Seules quatre des cinquante et une personnalités de notre échantillon font exception. Trois ont un diplôme de type non universitaire. Et une seule n'a pas de diplôme du supérieur.

Quand on détaille le type de diplômes obtenus (certains en cumulant plusieurs), pas de surprise là non plus, ce sont les études de droit qui sont de loin les plus répandues (18 diplômés), devant les sciences exactes (12). L'économie, le commerce et la gestion sont bien représentés (12). Viennent ensuite les sciences humaines (6), les sciences politiques (5) et la communication (4). On compte aussi trois enseignants et cinq littéraires.

Quels enseignements peut-on tirer de ce coup de sonde ? Nous avons demandé au politologue Pascal Delwit (ULB) de décrypter avec nous ces chiffres.

Un filtre scolaire

6 docteurs
38 universitaires
6 non-universitaires
1 pas de diplôme supérieur

Première chose, et ce n'est pas propre au monde politique : plus on s'élève dans la hiérarchie, plus le niveau de diplôme est élevé. « Il est donc clair qu'il y a un filtre traduit par le capital scolaire, qui est un filtre social », explique Pascal Delwit. Est-ce propre à notre époque ? Non, répond le politologue. L'arrivée en 1894 des premiers députés issus du Parti ouvrier belge (POB) dans l'assemblée parlementaire belge a certes permis aux classes sociales présentant un capital scolaire plus faible d'accéder à de hautes fonctions politiques – Achille Delattre, délégué syndical ouvrier par exemple, devint député puis ministre –, cela ne bouleversa pas la donne. « En 1894, énormément de ces élus du POB avaient un diplôme supérieur à la moyenne », rappelle-t-il.

Cependant, analyse Pascal Delwit, l'essence de ce filtre a évolué. « Dans les années 60, 70 et même 80, on accédait au poste de ministre au terme d'un parcours relativement long. La nouveauté, c'est que ce parcours est désormais parfois beaucoup plus court. Des personnalités politiques rentrent plus tôt, plus vite, dans des fonctions importantes. Assez régulièrement grâce à des liens familiaux, mais pas uniquement. » Accéder au poste de ministre ou de Premier ministre dans la trentaine est aujourd'hui relativement courant, alors que c'était exceptionnel dans le passé. On songe évidemment à Charles Michel, devenu chef de gouvernement à 38 ans ou, parce que ce n'est pas propre à la Belgique, à Emmanuel Macron, entré à l'Élysée à 39 ans.

« Le filtre social, scolaire, a tendance à jouer plus tôt et plus vite. Il est donc, dans une certaine mesure, plus fort que par le passé », commente Pascal Delwit.

Des avocats et des scientifiques

La tendance historique n'a donc pas varié. L'existence de ce filtre scolaire, faisant la part belle aux parcours intellectuels et tendant à rendre inaccessibles les ministères aux autres filières (manuelles notamment) largement représentées au sein de la population, renforce-t-elle la thèse d'une « déconnexion des élites » politiques ? Pascal Delwit se montre prudent : comme on l'a dit, cette surreprésentation des catégories moyennes et supérieures existe depuis toujours. Cependant, note-t-il, « il y a aujourd'hui une moins forte congruence

entre les hommes politiques et la population dans le sens où ils sont beaucoup plus soumis qu'à l'accoutumée aux mécanismes de lobby de différents groupes de la société. Il y a une forme de méconnaissance, pas volontaire selon moi, des différentes situations sociales et culturelles existant dans la société. Il y a des terrains, des quartiers, des catégories de personnes, que les hommes et femmes politiques fréquentent beaucoup moins. Et même s'ils les rencontrent, la pression venant de ces quartiers et de ces personnes ne contrebalance pas la pression venant d'autres secteurs de la société. Pour une part, c'est d'ailleurs assumé : un parti estime représenter ceux qui votent pour lui, ce qui l'amène à ne pas tenir compte d'autres secteurs de la société. »

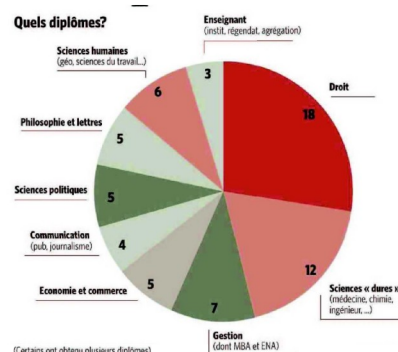
Le fait que les études de droit et de sciences exactes dominent, particulièrement dans le casting du gouvernement fédéral, nous indique-t-il que les technocrates ont pris le pouvoir ? Là aussi, Pascal Delwit rappelle qu'il s'agit d'un phénomène historique : depuis l'avènement de la démocratie représentative en Belgique, les diplômés en droit et dans les diverses sciences exactes ont toujours été très majoritaires dans les hautes sphères du pouvoir. « Dans le temps, le

droit revient toujours en premier lieu. Puis, on a vu une ouverture vers l'histoire, la sociologie, la science politique. Et puis, il y a tout un volet historiquement important : les études scientifiques dites "dures". Au départ, c'était beaucoup

de médecins. Avocats, médecins : historiquement, ces deux disciplines ont une dimension humanitaire. Elles donnent donc naissance à des vocations de service à la société. Dès le XIX^e siècle d'ailleurs, ce sont des médecins qui parmi les premiers ont attiré l'attention sur les conditions dramatiques de la classe ouvrière. Certains avocats aussi, comme Paul Janson par exemple. » Avec le temps, d'autres disciplines ont ouvert les portes des ministères : la science économique, la physique, la chimie, la biologie et, plus récemment, la communication. « Par contre, on a rarement des hommes et des femmes politiques qui ont fait des études de psychologie », souligne Pascal Delwit.

Le droit, les sciences et l'économie : trois piliers de la société contemporaine qui occupent logiquement les trois premières marches du podium. ■

CORENTIN DI PRIMA



international « Il n'y a pas d'école pour devenir chef d'Etat »

Se plonger dans les cursus suivis par une vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernement à travers le monde réserve pas mal de surprises. Si de nombreux responsables politiques ont classiquement étudié le droit (Xi Jinping, Vladimir Poutine, Hassan Rohani, Michel Temer, Cyril Ramaphosa) ou les sciences politiques (Narendra Modi, Shinzo Abe, Emmanuel Macron), les deux personnalités qui ont été diplômées dans ces deux matières et qui devraient donc être parfaitement préparées pour gérer avec savoir et intelligence leur pays sont le Philippin Rodrigo Duterte et le Hongrois Viktor Orban. Deux populistes qui mènent des politiques peu raisonnables et pleines de provocations.

Une preuve s'il en est que, pas plus que l'habit ne fait le moine, le cursus universitaire ne fait le bon dirigeant.

« Il n'y a pas de formation spécifique pour être chef d'Etat ou de gouvernement (comme il y aurait une ENA pour des hauts fonctionnaires), décrypte la politologue Caroline Van Wynsberghe, maître de conférences invitée à l'Université ca-

tholique de Louvain. *Etre politique de haut niveau demande d'être capable de mobiliser des compétences de nature variée et qu'on ne peut certifier à l'université ou en haute école : mener des négociations, être capable de parler aux électeurs et aux hauts responsables et de survivre dans un milieu dur, animation et leadership d'une équipe, délégation, aptitude à assimiler rapidement des dossiers complexes, travailler beaucoup, dormir peu, renoncer aux loisirs et à une vie privée de qualité... A l'exception des gouvernements de technocrates, qui ne sont en général pas un gage de démocratie performante, on ne demande pas à ces personnes d'être spécialistes du domaine dont elles recevront le portefeuille. »*

Il y a en effet des chefs d'Etat ou de gouvernement hyper diplômés (Emmanuel Macron, Pedro Sanchez) et d'autres qui n'ont pas fait d'études supérieures reconnues (Evo Morales, Joseph Kabila) : le nombre d'années d'études suivies n'est pas toujours un indicateur de l'efficacité des politiques qu'ils ont mises en place. Parmi les trois femmes actuellement en fonction présentes dans notre liste, aucune n'a suivi une formation clas-

sique menant à la politique : Angela Merkel est diplômée en physique, Theresa May en géographie et la Néo-Zélandaise Jacinda Ardern en communication. Peut-être parce qu'elles ne se destinaient pas au pouvoir. Ou, comme l'explique Caroline Van Wynsberghe, parce que « les femmes doivent impressionner plus pour survivre dans ce milieu. Et un diplôme suite à une formation "d'homme" en impose sans doute plus qu'une formation en sciences sociales et politiques ».

Autre étrangeté : Bachar el-Assad, surnommé « le boucher de Damas », a étudié et exercé l'ophtalmologie. C'est son frère aîné Bassel qui avait été formé par leur père, le président Hafez el-Assad, pour lui succéder : il avait un diplôme d'ingénieur civil et un autre en sciences militaires mais s'est tué lors d'un accident de voiture. Il y a aussi l'Egyptien al-Sissi, qui a suivi une filière militaire d'élite au Royaume-Uni puis aux Etats-Unis, où il a consacré son mémoire à « la démocratie au Moyen-Orient » : cela ne l'a pas empêché de devenir un dictateur. ■

VÉRONIQUE KIESEL

DROIT

Vladimir Poutine Le dirigeant russe a suivi des études de droit à l'université de Leningrad.

Michel Temer Le président brésilien sort de l'université de São Paulo avec un doctorat en droit.

Hassan Rohani Le président iranien détient une maîtrise en droit de l'université de Téhéran et un doctorat en droit constitutionnel de l'université calédonienne de Glasgow.

Cyril Ramaphosa Le président de l'Afrique du Sud a étudié le

droit à l'université du Nord.

Xi Jinping Le président chinois commence par des études de génie chimique et de sciences humaines et sociales à l'université Tsinghua. Il est également titulaire d'un doctorat en droit.

DROIT ET SCIENCES POLITIQUES

Rodrigo Duterte Le président des Philippines sort diplômé en sciences politiques du Lyceum des Philippines, puis obtient un diplôme en droit au Collège San Beda, deux universités de Ma-

nille.

Viktor Orban Le président hongrois est diplômé en droit de l'université Loránd Eötvös (Budapest), puis il part étudier pendant un an et demi la science politique et l'histoire de la philosophie libérale britannique au Pembroke College de l'université d'Oxford.

SCIENCES POLITIQUES

Narendra Modi Le Premier ministre indien est titulaire que d'une maîtrise de sciences politiques de l'université du

Gujarat à Ahmedabad.

Shinzo Abe Le Premier ministre japonais sort diplômé en sciences politiques de la faculté de droit de l'université de Seikei. Il part ensuite poursuivre ses études en sciences politiques à l'université de Californie du Sud à Los Angeles.

Emmanuel Macron Le président français est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de Sciences Po, de l'université Paris-Nanterre où il a étudié la philosophie et de l'ENA à Strasbourg.

PAS D'ÉTUDES

Joseph Kabila Le président de RDC n'a guère eu l'occasion de faire des études universitaires. Plusieurs versions de son cursus circulent, mais aucune n'est vérifiée.

Evo Morales Le président bolivien est issu d'une famille modeste, il doit arrêter l'école secondaire très jeune pour travailler.

SCIENCES ECONOMIQUES

Donald Trump Le président américain se forme à l'université Fordham, dans le Bronx, puis s'inscrit à la Wharton School de l'université de Pennsylvanie en

sciences économiques, avec une spécialisation dans l'immobilier.

Pedro Sanchez Le Premier ministre espagnol est licencié en sciences économiques et de l'entreprise à l'université Complutense de Madrid. Il suit ensuite un master en politique économique de l'Union européenne à l'ULB, puis en direction publique à l'Institut des études supérieures de l'entreprise (IESE). Il obtient enfin un diplôme d'études avancées en études européennes à la Complutense.

ÉTUDES MILITAIRES

Abdel Fattah al-Sissi Le président égyptien entre à l'Acadé-

mie militaire et choisit lors de sa sortie l'infanterie mécanisée. Il bénéficie également d'une formation anglo-saxonne réservée aux éléments les plus prometteurs.

OPHTALMOLOGUE

Bachar el Assad Le président syrien est diplômé en ophtalmologie à l'université de Damas.

COMMUNICATION

Jacinda Ardern La Première ministre néo-zélandaise possède un master en communication de l'université de Waikato.

PHYSIQUE

Angela Merkel. La chancelière allemande est doctorante en physique à l'université Karl-Marx de Leipzig.

GÉOGRAPHIE

Theresa May. La Première ministre britannique a étudié la géographie à l'université d'Oxford, au sein du St. Hugh's College.

INGÉNIEUR CIVIL

Alexis Tsipras. Le Premier ministre grec a fait des études d'ingénierie civile à l'université polytechnique nationale d'Athènes (UPNA). Après avoir obtenu son diplôme, il continue ses études en aménagement du territoire.